

👁️🗨️ “Aucun autre pays”

Spirit's FreeSpeech



Les Palestiniens de Tantura, un mois après le massacre, sont expulsés vers la Jordanie, le 26 juin 1948. Crédit photo © Benno Rothenberg

Par [Ross Mackay](#), le 1er janvier 2026

Israël le paria.

Parmi toutes les contorsions ridicules auxquelles les médias occidentaux se sont livrés ces deux dernières années pour blanchir le génocide en cours perpétré par Israël, les lamentations hystériques sur la prétendue calamité de voir Israël devenir un “*État paria*” sont une démonstration presque touchante d’un vœu pieux désespéré. Dans tous les titres et articles, la presse “libérale” – *Haaretz*, *The New York Times* et *The Guardian* en tête – s’inquiète des

prétendues “erreurs” d’Israël risquant de le faire passer pour un État voyou, comme si la barbarie et le mépris du droit international n’étaient que de simples erreurs de jugement. Mais ce n’est que dans un monde inversé que le statut de paria d’Israël, évident depuis sa création, pourra être remis en question. Si ce terme a un sens, Israël en est l’archétype et l’a toujours été.

Pourtant, les propagandistes israéliens inventent une “*crise de légitimité*”, qualifiant les critiques justifiées des tentatives de “*délégitimer*” l’État et de mettre en danger les Juifs du monde entier. Cette affirmation est une fiction destinée à transformer la culpabilité en persécution supposée et à dissimuler des crimes amplement documentés. Les observateurs objectifs savent qu’il ne s’agit pas d’une dégradation soudaine : le mépris d’Israël pour le droit, l’éthique et la vie humaine elle-même est intrinsèque — il s’est forgé dans le sang et la terreur. Il est impératif de reconnaître ce statut de paria de longue date pour mettre fin à l’impunité dont jouit Israël.

Si les critiques ont raison de souligner que l’histoire n’a pas commencé le 7 octobre, se concentrer uniquement sur le siège de Gaza après 2006, voire sur l’occupation de 1967, occulte une réalité bien plus ancienne. Longtemps avant la création officielle de l’État d’Israël en 1948, les milices sionistes ont mené des opérations terroristes pour chasser les Palestiniens de leurs foyers. À partir des années 1920, des organisations sionistes telles que la Haganah, l’Irgoun et le Lehi ont mené des attentats à la bombe, perpétré des assassinats et pratiqué le terrorisme de masse, instaurant une culture politique où la terreur devenait la norme. Il n’est donc pas surprenant que deux dirigeants de ces groupes terroristes soient devenus par la suite premiers ministres de l’État paria.

Ce climat de terreur a pavé la voie à la Nakba de 1948, au cours de laquelle plus de 750 000 Palestiniens ont été expulsés. Les forces israéliennes ont commis des massacres barbares à Deir Yassin et à Tantura, mais ces exemples ne sont que les deux cas les plus tristement célèbres. Rien qu’entre 1947 et 1948, au moins trente [massacres documentés](#) ont fait des centaines de morts, dont des enfants, des femmes et des personnes âgées. Et dans d’innombrables lieux moins connus, des civils ont été mutilés, violés et exécutés en masse. Les forces israéliennes, dans un calcul pervers, ont désigné tous les hommes âgés de dix à cinquante ans comme des cibles légitimes, condamnant de fait des enfants à une mort certaine. Il ne s’agissait pas d’excès en temps de guerre, mais de campagnes délibérées de meurtres de masse et de nettoyage ethnique, répétées des centaines de fois au cours des décennies qui ont suivi.

La violence ne s’est pas limitée aux fusillades. Les premières forces sionistes ont été les pionnières de formes de terreur collective. Les milices juives ont fait rouler des barils remplis d’explosifs dans les quartiers arabes, ont incendié les rues et ont mitraillé les habitants qui tentaient d’éteindre les flammes. La guerre biologique a été déployée via la typhoïde dans les réserves d’eau, et des voitures piégées ont été envoyées dans des garages palestiniens, provoquant un carnage aveugle. Cette tradition de cruauté inventive persiste, comme en témoigne récemment l’[explosion de beepers](#) à Beyrouth qui a fait des dizaines de morts et des milliers de blessés — un crime contre l’humanité — et qui a été [célébrée](#) de manière effroyable par le Premier ministre israélien lors d’une visite à la Maison Blanche en janvier 2025, lorsqu’il a remis un “*beeper en or*” au président américain.

Depuis l’occupation de 1967, tout doute quant au statut de paria d’Israël a disparu. Un régime permanent de domination est en place : expansion incessante et illégale des colonies imposée par des milices d’extrémistes opérant sans crainte de représailles, construction d’un mur d’apartheid de 700 kilomètres annexant les terres, isolant les communautés et renforçant les frontières de facto, guerre environnementale par le déversement d’eaux usées, spoliation des terres et déracinement de plus d’un million d’oliviers, utilisation systématique d’[“eau puante”](#) pour contaminer les habitations et les quartiers, incarcération de masse sans inculpation, [torture](#) systématique, violences sexuelles (y compris avec l’utilisation de chiens), déshabillage et filmage forcés, détention d’enfants, morts en détention, punitions collectives par blocus, famine et déplacement forcé, destruction systématique des habitations et des hôpitaux, de la vie culturelle, attaques régionales répétées en toute impunité, et assassinats ciblés perpétrés dans le pays et à

l'étranger. Israël est le [premier pays occidental](#) à pratiquer l'assassinat politique.

Comme dans tout projet colonial, la déshumanisation est le prélude aux atrocités. Un Premier ministre israélien a ouvertement [décrit](#) les Palestiniens comme des “*bêtes sur deux jambes*”, un autre homme politique a [qualifié](#) les enfants palestiniens de “*petits serpents*” et un troisième a [proclamé](#) que “*chaque bébé à Gaza est un ennemi*”. Les soldats transforment la barbarie en spectacle : ils dansent avec les vêtements volés, se moquent des morts et exhibent les biens pris aux enfants. Cette déshumanisation institutionnalisée affecte à la fois les auteurs et les spectateurs, tentant de banaliser les atrocités et de rendre la violence extrême acceptable.

Cette cruauté sociale et idéologique transparaît dans l'anarchie et l'impunité de l'État israélien. Il refuse de se soumettre aux normes internationales : c'est une puissance nucléaire non déclarée qui échappe aux inspections du TNP et de l'AIEA. C'est l'État le plus condamné de l'histoire du Conseil de sécurité de l'ONU, avec des dizaines de résolutions bloquées par les États-Unis. La CIJ l'a déclaré en 2024 comme étant plausiblement coupable de génocide et d'occupation illégale. Il a été sanctionné par l'Assemblée générale des Nations unies et son Premier ministre ainsi que son ministre de la Défense font l'objet de mandats d'arrêt de la CPI. De ses premières milices à l'appareil d'État actuel, ce cycle ininterrompu de terreur systémique fait indéniablement de l'État d'Israël un paria.



Soldats israéliens avec des femmes et des enfants palestiniens détenus à Tantura le 23 mai 1948, date du massacre de Tantura. Crédit photo : domaine public

Israël affirme être soumis à une surveillance comme *“aucun autre pays”*, mais son impunité sans précédent est stupéfiante. Cette impunité repose sur des privilèges ancrés depuis 1948, renforcés par les armes, le renseignement, la couverture diplomatique et la propagande occidentaux, et constitue le principal obstacle à la responsabilisation. C’est particulièrement le cas dans les violations répétées du cessez-le-feu du 10 octobre par Israël, [enfreint](#) au moins 738 fois, causant la mort de 356 Palestiniens (dont 67 enfants) et en blessant 908 autres. Si le Hamas tuait ne serait-ce qu’une infime partie des combattants israéliens pendant une trêve, sans parler de civils, une telle atrocité provoquerait une hystérie mondiale. Ces violations répétées illustrent l’application sélective des normes juridiques : Israël ignore les décisions de justice, défie le droit international et compte sur ses alliés pour bloquer leur mise en œuvre. Les militants, journaliste et politiciens exprimant leur désaccord sont victimes de harcèlement, de doxxing et de représailles professionnelles. L’impunité d’Israël, sans contrôle et même célébrée, devient la norme, infligeant une horreur implacable aux Palestiniens, tandis que la communauté internationale ferme les yeux.

L’impunité dont jouit Israël tient à un *“remède”* immunisant l’État hébreu contre toute critique : les accusations ritualisées de *“nouvel antisémitisme”* qui sont immédiatement portées contre quiconque ose le moindre reproche. Les médias occidentaux amplifient le discours d’un cercle restreint de groupes pro-israéliens, souvent eux-mêmes [vecteurs](#) de racisme anti-palestinien, qui qualifient l’opposition à l’apartheid et au génocide de fanatisme. Cette tactique est grossière, mais efficace : elle transforme le déni en preuve et détourne l’attention des crimes commis par Israël. Même les mouvements pro-palestiniens sont incités à une autocensure démesurée sur de prétendus problèmes d’antisémitisme, les empêchant ainsi de consacrer leur énergie à la lutte contre le génocide et l’apartheid. D’autre part, le monde universitaire perd son temps à débattre de la distinction évidente entre s’opposer à un État et haïr un peuple.

Le véritable antisémitisme est grave, mais [la plupart](#) des incidents signalés relèvent de la catégorie des *“incivilités”* non violentes. Quant aux allégations d’une recrudescence mondiale, elles assimilent les critiques d’Israël, les publications sur les réseaux sociaux, les insultes et les incidents [sous faux drapeau](#) à de véritables attaques contre les Juifs. Comme les critiques à l’encontre d’Israël sont systématiquement qualifiées d’antisémitisme, la recrudescence de ces accusations pendant le génocide perpétré par l’État hébreu était tout à fait prévisible. En prétendant représenter tous les Juifs, Israël incite de manière perverse les antisémites, qu’ils soient mal informés ou convaincus, à blâmer collectivement les Juifs pour les crimes commis par Israël.

Cette dynamique prend forme dans la définition de l’antisémitisme de l’Alliance internationale pour la mémoire de l’Holocauste, désormais adoptée par plus de 46 pays. Présentée comme une réponse à un prétendu *“nouvel antisémitisme”*, cette définition se concentre sur le discours plutôt que sur l’injustice structurelle, assimile la critique politique d’Israël à du sectarisme et fournit un moyen de contrôler les institutions et de protéger Israël de toute enquête approfondie, objectif parfaitement compris par ses concepteurs. Le Canada est allé encore plus loin en publiant, en 2024, un manuel qui présente les Palestiniens et leurs soutiens comme des fanatiques pour le simple fait d’exposer les crimes commis par Israël, une logique aussi absurde que de qualifier de pyromane toute personne alertant sur un incendie.

Ce qui a pour conséquence un régime d’application transnational, avec une répression de la dissidence dans les universités, les ONG et les institutions publiques, tandis que des groupes bien financés rebaptisent la solidarité avec les Palestiniens *“antisémitisme”*. Cette diffamation est dévastatrice : Francesca Albanese, la rapporteure spéciale des Nations unies, [se souvient](#) avoir eu *“la nausée”* quand elle a été qualifiée pour la première fois d’antisémite. Le postulat absurde à l’origine de ces accusations sous-entend que des militants de longue date pour la justice raciale, les droits des autochtones, la protection des travailleurs, l’action climatique et autres causes similaires, lorsqu’ils protestent contre un génocide en temps réel, seraient

soudainement animés par la haine des Juifs plutôt que par les mêmes engagements moraux qui les ont guidés tout au long de leur vie. Que ces accusations ne soient pas rejetées par les rédactions ou les institutions, alors qu’elles proviennent de milieux manifestement partisans d’Israël, en dit long sur le privilège extraordinaire dont jouissent leur auteurs. Cette discrimination sélective dans la surveillance de l’antisémitisme contraste fortement avec l’indifférence manifestée à l’égard de la [violence anti-musulmane](#) meurtrière.

La [politisation](#) de l’*“antisémitisme”* n’a jamais véritablement servi les communautés juives, comme le montre clairement l’hypocrisie des prétendus défenseurs. L’Anti-Defamation League a [minimisé](#) le salut nazi d’Elon Musk en le qualifiant de *“geste malheureux”* alors qu’elle a condamné le maire Mamdani pour une simple critique du sionisme. Après la terrible fusillade de Bondi Beach, Israël s’est empressé de [condamner](#) les manifestations contre le génocide, lançant des accusations avant même de disposer de preuves, exposant ainsi la logique délibérément pervertie de ces campagnes de diffamation. En réalité, l’antisémitisme le plus dangereux ne vient pas des détracteurs d’Israël, mais de l’extrême droite, notamment des nationalistes blancs et des sionistes chrétiens. Cette réalité est systématiquement occultée par ces zélés partisans. Comment peuvent-ils imaginer lutter efficacement contre l’antisémitisme alors qu’ils ignorent si soigneusement ses causes profondes ?

Et pendant ce temps-là, les institutions sionistes [réduisent](#) le judaïsme à une idéologie de suprématie raciale exclusive, [subvertissant](#) ainsi ses valeurs fondamentales d’altruisme, de vérité, de justice et de paix. En exigeant des Juifs du monde entier un appui inconditionnel des crimes d’Israël, elles pratiquent l’antisémitisme même qu’elles prétendent combattre, faisant croire que tous les Juifs soutiennent le génocide. Elles ignorent ou minimisent le nombre croissant de Juifs opposés au sionisme et qui condamnent les crimes d’Israël, pour invisibiliser toute dissidence juive. Cette stratégie menace les communautés juives au lieu de les protéger.

Le prétendu remède à l’antisémitisme a préparé le terrain à un massacre de masse. Depuis le 7 octobre 2023, Israël a transformé des décennies d’oppression en un véritable génocide. Avec un bilan dépassant probablement les 100 000 morts, voire largement plus, les Palestiniens sont confrontés à des tueries et à des souffrances sans précédent dans l’histoire moderne.

Gaza a été bombardée avec quelque 85 000 tonnes d’explosifs par kilomètre carré, soit environ six fois la puissance de la bombe d’Hiroshima. Les civils représentent au moins 83 % des victimes, parmi lesquelles des centaines de journalistes et de travailleurs humanitaires. Les soldats ont délibérément pris pour cible des tentes, des *“zones de sécurité”* et des files d’attente pour l’aide humanitaire, massacrant plus de 2 600 civils affamés qui faisaient la queue pour obtenir de quoi manger, et en blessant au moins 19 000 autres. Des cas documentés de soldats tirant méthodiquement sur des enfants ont été recensés, visant différentes parties du corps selon un programme, *“comme un exercice de tir sur cible”*. En dehors de Gaza, plus de 1 000 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, alors que le Hamas n’y est pas présent.

Le prétendu remède à l’antisémitisme a préparé le terrain à un massacre de masse. Depuis le 7 octobre 2023, Israël a transformé des décennies d’oppression en un véritable génocide. Avec un bilan probablement [supérieur](#) à 100 000 morts, voire largement [plus](#), les Palestiniens sont confrontés à des tueries et à des [souffrances](#) sans précédent dans l’histoire moderne.

Gaza a été bombardée avec quelque 85 000 tonnes d’explosifs par kilomètre carré, soit environ six fois la puissance de la bombe d’Hiroshima. Les civils représentent au moins [83 %](#) des victimes, parmi lesquelles des [centaines](#) de journalistes et de travailleurs humanitaires. Les soldats ont délibérément pris pour cible des tentes, des *“zones de sécurité”* et des [files d’attente pour l’aide humanitaire](#), massacrant plus de 2 600 civils affamés qui faisaient la queue pour obtenir de quoi manger, et en blessant au moins 19 000 autres. Des cas [documentés](#) de soldats tirant méthodiquement sur des enfants ont été recensés, visant différentes parties du corps selon un programme, *“comme un exercice de tir sur cible”*. En dehors de Gaza, plus de 1 000 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, alors que le Hamas n’y est pas

présent.

On dénombre plus de [4 800 amputations](#), affectant notamment dix enfants par jour. Les hôpitaux sont à l'arrêt, l'approvisionnement en eau potable et en médicaments est interrompu et les maladies infectieuses se propagent sans contrôle. Actuellement, au moins 9 300 enfants de moins de cinq ans souffrent de [malnutrition aiguë](#). Le personnel médical est [enlevé](#), torturé ou tué, privant les hôpitaux de Gaza de leurs effectifs. La nourriture, l'eau, le carburant et l'électricité sont rationnés de manière délibérée. Les cultures sont détruites. Les maisons, les écoles et les universités ont été pulvérisées. Près de deux millions de personnes ont été déplacées, souvent à plusieurs reprises, et la vie civile est au bord de l'effondrement.

Au-delà de la violence aveugle sévit une terreur ciblée. Depuis le 7 octobre, au moins 56 Palestiniens ont été [torturés](#) à mort. Des intellectuels, des écrivains et des professeurs sont délibérément assassinés, notamment Refaat Alareer, surnommé *“la voix de Gaza”*, tué avec sa famille. Israël s'appuie sur des *“listes de personnes à abattre”* générées par l'intelligence artificielle et sur le système *“Where's Daddy?”* pour traquer les Palestiniens jusque chez eux et exterminer des familles entières. Des drones [diffusent](#) des enregistrements de pleurs de bébés et de cris de femmes pour attirer les civils hors des abris, puis ouvrent le feu. L'effondrement documenté des taux de natalité et la flambée de la mortalité infantile témoignent d'une [violence reproductive](#) délibérée, qui s'inscrit dans une stratégie plus large de réduction de la population palestinienne et de remédiation à la menace démographique perçue par Israël.

L'ampleur, la barbarie et le sadisme de cette campagne défient la capacité descriptive ordinaire. Face à l'histoire de violence orchestrée et de spoliation depuis 1948, ces agissements ne peuvent qu'être qualifiés de typiques d'un État paria — ou alors le terme perd tout son sens.



Des adolescents et de jeunes hommes transportent l'aide humanitaire de la Gaza Humanitarian Foundation (GHF) alors que des Palestiniens déplacés reviennent d'un point de distribution dans le centre de Gaza, le 8 juin 2025. Nick Maynard,

chirurgien consultant à l'hôpital universitaire d'Oxford, explique comment, avec d'autres médecins de Gaza, il a noté une tendance dans les blessures causées par les tirs des soldats israéliens qui s'entraînent à tirer sur des adolescents dans les sites d'« aide » de la GHF. Crédit photo : Eyad Baba.

Pour justifier cette violence sans fin, Israël qualifie toute résistance palestinienne de *“terrorisme”*. Ce discours est amplifié par les pays occidentaux et les médias, qui passent sous silence le droit des peuples occupés à résister, conformément au droit international. Les commentateurs, même de gauche, commencent systématiquement par diaboliser le Hamas. Il faudrait se focaliser exclusivement sur les crimes de guerre commis par le Hamas le 7 octobre, malgré les zones d'ombre entourant le comportement d'Israël, notamment son recours à la [directive Hannibal](#) et son refus d'autoriser une enquête internationale indépendante. L'attaque du 7 octobre ressemble plutôt à la *“révolte des esclaves”* : la rébellion violente d'une population enfermée, maltraitée et privée de recours politiques. L'ancien rapporteur spécial des Nations unies, Richard Falk, a fait [remarquer](#) que si les preuves des atrocités commises par le Hamas doivent faire l'objet d'une enquête, l'attaque elle-même *“semble tout à fait justifiable et attendue depuis bien longtemps”*. La Cour internationale de justice (CIJ) aurait pu examiner les accusations de crimes de guerre portées contre trois dirigeants du Hamas, mais Israël les a tous trois assassinés.

Contrairement à ce que la plupart des médias laissent entendre, le Hamas est une organisation politique et sociale légitime qui mène une lutte de libération nationale tout en fournissant des services humanitaires à la population palestinienne. Sa branche militaire mène une résistance armée véritablement héroïque, avec des ressources limitées et des armes improvisées, face à une armée dont la taille et la puissance de feu sont écrasantes. Pourtant, s'inspirant d'Israël, certaines puissances occidentales (moins de 1 % des membres de l'ONU) ont qualifié le Hamas d' *“organisation terroriste”*. Après la victoire électorale du Hamas en 2006, Israël a imposé un blocus et lancé des attaques à grande échelle, tuant des civils et s'attaquant méthodiquement à la société civile palestinienne, ce que les autorités israéliennes appellent cyniquement *“tondre la pelouse”*. En réponse, le Hamas a étendu son réseau de tunnels afin de contourner le blocus et de protéger les civils des frappes aériennes, une mesure défensive rationnelle dictée par le désengagement de la communauté internationale à l'égard du peuple palestinien.

Cette vision de la résistance palestinienne imprègne la société israélienne, où même les commentateurs libéraux qualifient régulièrement les combattants palestiniens de *“terroristes”*. Un tel niveau de soutien public à la violence d'État systématique est extrêmement préoccupant. Certains spécialistes du Moyen-Orient ont [qualifié](#) Israël d' *“entité malade, dysfonctionnelle et perverse”*, et de *“société névrosée”*. Ce n'est pas une hyperbole. Les [sondages](#) réalisés depuis le 7 octobre 2023 montrent un soutien massif des Juifs israéliens au génocide : seuls 4 % estiment que la réponse militaire est allée trop loin, et près de la moitié se sont déclarés favorables à l'élimination de tous les civils des villes contrôlées par l'armée israélienne. Ce délitement moral explique des scènes difficilement concevables dans toute démocratie fonctionnelle : des civils interceptant et pillant l'aide destinée aux Gazaouis affamés, ou un ministre de la Sécurité nationale [proposant](#) ouvertement l'exécution des prisonniers palestiniens (il a récemment été aperçu arborant une broche en forme de nœud coulant).

Ainsi, le sionisme libéral, s'il a jamais existé, semble n'être qu'une fiction. Il ne s'agit plus que d'une ruse rhétorique qui blanchit la domination coloniale en se parant des oripeaux de la démocratie et des droits de l'homme, suggérant que l'apartheid et le génocide ne seraient que des aberrations imputables à de mauvais dirigeants. Le soutien quasi universel de l'opinion publique à ces massacres ôte toute crédibilité à cette affirmation.

À l'étranger, les institutions sionistes renforcent ce déni par des décennies de mythification, du fantasme d'un désert rendu fertile au mensonge d'une *“terre sans peuple pour un peuple sans terre”*. L'attachement émotionnel à Israël résulte d'un ancrage religieux, culturel et institutionnel, d'où l'inertie, voire la complicité, des organisations juives progressistes face à l'intensification des atrocités.

L'impunité d'Israël s'appuie toutefois sur d'autres soutiens que le sionisme juif. Aux États-Unis, les sionistes chrétiens sont [environ trente fois plus nombreux](#) que les sionistes juifs. Ils apportent un soutien financier et politique considérable à Israël, tout en adhérant à une idéologie apocalyptique délirante, dépourvue de toute rationalité et de tout sens moral fondée sur la mort massive des Juifs. Leurs homologues canadiens, moins nombreux mais influents, [forment](#) une faction puissante au sein du Parti conservateur traditionnel. Ils contribuent à financer et à soutenir les crimes d'Israël, tout en faisant régner la répression dans leur propre pays.

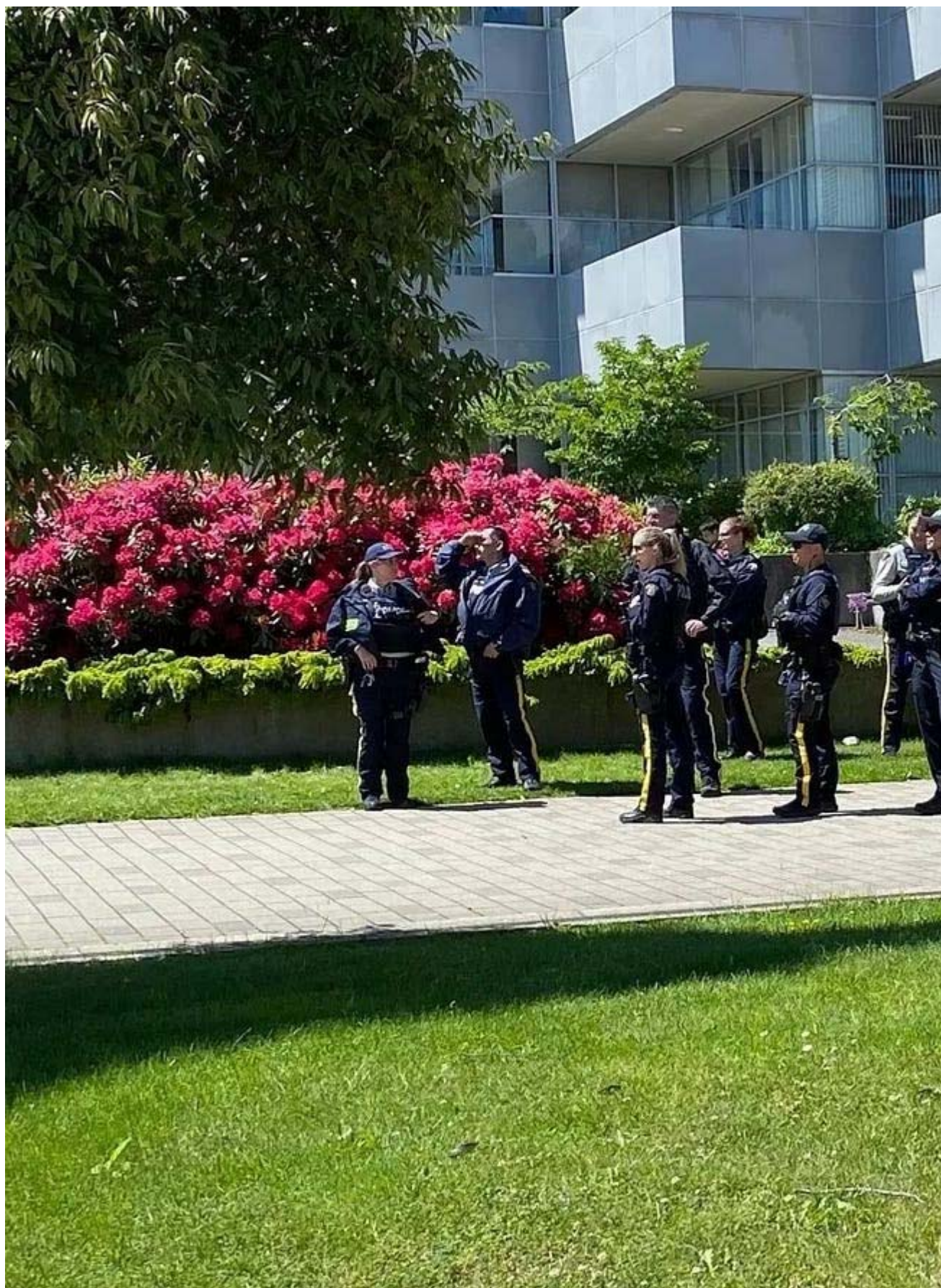
Ainsi, la domination coloniale et la suprématie ethnique ne sont pas des dérives du projet, mais ses principes mêmes, sans variante *“libérale”*. Le soutien massif de la société au génocide souligne l'inefficacité des appels à la modération ou à la retenue. Si le sionisme libéral a jamais existé, il repose désormais sous les décombres de Gaza.

Israël refuse d'être *“stigmatisé”* et ses défenseurs invoquent le Soudan, le Myanmar ou le bombardement de Dresde, comme si d'autres atrocités pouvaient effacer les siennes. La réalité serait plutôt inverse : depuis des décennies, Israël bénéficie de privilèges extraordinaires — il se voit gratifié d'armes américaines, britanniques et canadiennes, d'une couverture diplomatique et d'une indulgence politique sans équivalent pour aucun autre État. La pléthore de résolutions de l'ONU à son sujet ne témoigne pas d'un parti pris, mais de la fréquence et de la gravité de ses violations. Loin d'imposer à Israël des normes plus draconiennes, la CPI exige simplement qu'il respecte les lois les plus élémentaires, qu'il viole à une échelle inédite contre une population captive depuis plus longtemps que n'importe quelle autre sur Terre. Si un État mérite une surveillance renforcée, c'est bien celui qui commet des crimes si atroces.

De plus, non seulement nos gouvernements défendent Israël, mais ils vont jusqu'à réprimer activement ceux qui contestent les crimes commis par l'État hébreu : [surveillance](#) des manifestants, [criminalisation](#) de la solidarité avec la Palestine, [menaces](#) de licenciement, de poursuites judiciaires ou d'arrestation des détracteurs d'Israël. Richard Falk a ainsi été [arrêté](#) à la frontière canadienne pour son engagement en faveur de la Palestine, tandis que les soldats de l'armée israélienne, impliqués dans des crimes de guerre, peuvent s'exprimer librement et mener des opérations de recrutement sur les campus. Le monde entier est soumis à un lavage de cerveau permanent destiné à le contraindre à privilégier les intérêts d'un État génocidaire plutôt que la souffrance de ses victimes. En effet, nos gouvernements contribuent activement à faire respecter un climat de *“terreur civile”* au sein d'un État paria.

Le lobbying juif a convaincu le Canada de mettre fin au financement de KAIROS, une organisation œcuménique de défense des droits humains, après 35 ans d'existence, tandis que [des organisations caritatives](#) pro-israéliennes versent des centaines de millions de dollars à des projets israéliens, y compris des opérations militaires, souvent en violation des règles fiscales, impliquant ainsi les contribuables canadiens dans les atrocités en cours. Les politiciens canadiens insistent par ailleurs sur la nature *“éternelle”* de l'amitié et de l'alliance qui nous lie à Israël, un pays avec lequel nous partagerions des *“valeurs fondamentales”*, une amitié renforcée par le partage de renseignements, la coopération militaire, un accord de libre-échange et la vente d'armes canadiennes, en violation des obligations juridiques nous interdisant de nous rendre complices de crimes de guerre.

Ces pratiques conjuguées révèlent à quel point les privilèges israéliens sont profondément ancrés aux États-Unis et au Canada, et de quelle manière la répression de la dissidence devient systémique. Le scandale ne réside pas dans les critiques excessives des crimes d'Israël, mais dans l'immunité sans précédent dont bénéficie un État paria commettant des atrocités de masse, immunité qui l'exonère de toute exposition et de toute responsabilité — aucun autre pays n'a jamais bénéficié de telles largesses. Nos démocraties tolèrent qu'un petit État lointain ultra-violent exerce une influence aussi corrosive sur nos libertés civiles. Si Israël est pointé du doigt, c'est parce que nos gouvernements sont complices de ses crimes — en l'armant, le protégeant et en punissant ceux qui le dénoncent —, ce qui nous contraint, nous, Canadiens, à condamner, à affronter et à résister à ces crimes.



La Royal Canadian Mounted Police (GRC) se rassemble avant la cérémonie de remise des diplômes à l'université de Colombie-Britannique, illustrant l'une des nombreuses répressions de la liberté d'expression dans diverses universités canadiennes. Crédit photo : Université populaire pour Gaza à l'UBC.

Le parcours d'Israël révèle une vérité implacable : il n'est pas prêt à se réformer. À l'instar de l'Afrique du Sud de l'apartheid, Israël est un État paria qui ne survit que grâce à une domination

et une violence inouïes. Bien que le terme “*paria*” n’ait aucune valeur juridique officielle, il désigne un régime ayant perdu toute prétention à la normalité. Cette désignation devrait être appliquée sans hésitation par les gouvernements, les journalistes, les universitaires et les défenseurs des droits humains, jusqu’à ce qu’Israël soit définitivement tenu responsable de son mépris du droit et de l’humanité.

L’historien Ilan Pappé a observé que le sionisme entre dans sa [phase terminale](#), et on ne peut qu’espérer qu’il ait raison pour le bien des Palestiniens et du reste du monde. Israël ne devrait pas bénéficier d’une quelconque légitimité pour justifier sa barbarie. La Palestine doit rester au centre du débat public, même si Israël et les États-Unis détournent l’attention de Gaza, de la Cisjordanie et de leur programme expansionniste. La pression internationale est l’unique moyen pour qu’Israël rende enfin des comptes et que justice soit rendue. D’ici là, le terme “*paria*” doit être utilisé sans relâche, aussi spontanément que “*ministère de la Santé du gouvernement du Hamas*”.

Il fut un temps où les politiciens et les dirigeants politiques, prétendument progressistes, mais moralement frileux, reconnaissaient en privé la vérité, sans toutefois jamais oser la professer publiquement. Ils prétendaient alors qu’un “*véritable ami*” d’Israël le pousserait à changer de cap pour son propre bien. Cette croyance est révolue. Israël a clairement montré qu’il est aux antipodes des valeurs humanistes et ne permettra jamais la création d’un État palestinien, démasquant ainsi l’hypocrisie des “*élites*” occidentales.

Si le statut de paria doit donc garder tout son sens, il doit se traduire par des mesures décisives et coordonnées. Concrètement, cette démarche implique de mettre fin à l’occupation et à l’apartheid, de radier Israël des institutions internationales, y compris de l’Assemblée générale des Nations unies, d’imposer un embargo militaire total, des sanctions diplomatiques, commerciales, financières, universitaires et culturelles, en accord avec les stratégies mondiales de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), et de mettre en œuvre un processus de justice transitionnelle avec des réparations. Les gouvernements et la société civile doivent poursuivre les responsables devant la CPI, la CIJ et d’autres instances judiciaires, restreindre les déplacements des fonctionnaires complices, contraindre les entreprises à se désengager de l’apartheid, protéger les militants contre la répression, tenir les médias pour responsables de la diffusion de la propagande et donner la priorité aux mouvements dirigés par les Palestiniens, en privilégiant les voix longtemps marginalisées, y compris dans les espaces de défense des droits.

Le soutien occidental à Israël, ancré dans la culpabilité historique, les intérêts stratégiques, les affinités culturelles, la politique intérieure, l’idéologie religieuse, l’argent et la propagande, constitue un obstacle majeur à toute responsabilisation. Ces alliances doivent être rompues. Les souffrances incessantes des Palestiniens l’exigent : des enfants morts ou traumatisés, des communautés anéanties, des avenir effacés. L’inaction de la communauté internationale aggrave la crise morale et crée un vide qui permet à Israël de prétendre à une “*crise de légitimité*”, alors qu’il se désavoue lui-même avec ses crimes perpétuels.

La romancière palestinienne Susan Abulhawa a [souligné](#) qu’Israël a infligé une profonde “*blessure morale*” à l’humanité tout entière par sa barbarie sadique. Elle souligne ainsi la nécessité urgente pour les citoyens du monde de tenir Israël pour ce qu’il est, un État paria, de le tenir pleinement responsable et d’exercer une pression impitoyable jusqu’à ce qu’un ordre juste émerge des décombres de son oppression inhumaine et barbare, et que la Palestine recouvre sa liberté.

Traduit par [Spirit of Free Speech](#)

Thanks for reading ★ Spirit Of Free Speech ! This post is public so feel free to share it.

[Partager](#)